



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à
CPS n°101bis
22 janvier 2006

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Le gouvernement Chirac-Villepin veut précariser toute la jeunesse avec le Contrat Première Embauche (CPE) ; il entreprend de liquider le code du travail, de diminuer massivement le nombre d'enseignants, de porter un nouveau coup à la Sécurité Sociale...

ASSEZ DE CETTE POLITIQUE ! ASSEZ DE CE GOUVERNEMENT !

Front unique pour imposer le retrait du Projet Contrat Première embauche !

**FRONT UNIQUE POUR EN FINIR AVEC LA POLITIQUE DU
GOUVERNEMENT !**

**FRONT UNIQUE POUR BATTRE ET CHASSER CHIRAC, VILLEPIN et
SARKOZY SANS ATTENDRE 2007 !**

Chaque semaine, Chirac et Villepin annoncent un nouveau projet contre les travailleurs et la jeunesse ; le 22 décembre, le gouvernement a rendu publique une très brutale diminution du nombre de postes aux concours de recrutement des enseignants : 6050 postes de moins, c'est-à-dire 6050 enseignants de moins pour les élèves, et 6050 étudiants supplémentaires au chômage pour l'année 2006.

Chaque semaine qui passe sans combat uni des organisations ouvrières contre cette politique et ce gouvernement, c'est une nouvelle attaque du gouvernement ; le 4 janvier, Chirac annonçait une nouvelle réforme de la Sécurité sociale, un coup violent contre le salaire différé, le remplacement de la cotisation patronale par un prélèvement sur la valeur ajoutée.

Chaque semaine d'existence supplémentaire qui est accordée à Chirac et à son gouvernement permet au gouvernement Chirac-Villepin d'engager une nouvelle offensive contre les travailleurs et la jeunesse ; le 16 janvier, Villepin annonce la création du Contrat Première embauche : c'est une attaque majeure contre la jeunesse, c'est une attaque majeure contre tous les travailleurs.

LE GOUVERNEMENT ET SA «MAJORITÉ» UMP-UDF VEULENT PRÉCARISER TOUTE LE JEUNESSE.

Le Contrat Première embauche destiné aux moins de 26 ans, c'est la possibilité donnée aux patrons de licencier sans motif durant une période de deux ans. Une masse de jeunes connaît déjà la précarité : les stages quasi non payés, les petits boulots, les CDD à répétition et – dans la fonction publique – l'intérim, les emplois jeunes, les assistants d'éducation, les emplois de vie scolaire, les contrats d'avenir et autres contrat précaires. Désormais, avec le CNE, la précarité sera la règle pour tous : dans les faits, aucun emploi stable, aucun CDI, ne sera possible.

Et le discours selon lequel le CPE deviendrait automatiquement un CDI au bout de deux ans est un piège grossier : il suffira au patron de licencier sans motif à la fin de la période d'essai de deux ans. Ainsi le CPE est-il encore pire qu'un CDD (durant lequel on ne peut licencier sans « motif sérieux »).

LE PATRONAT ET PARISOT EXIGENT LA DESTRUCTION DES CDI, DE TOUS LES EMPLOIS STABLES.

Le CPE ne surgit pas de rien. C'est une extension du Contrat Nouvelle Embauche (CNE) instauré par Villepin l'été dernier. Comme le CPE, le CNE permet le licenciement sans motif deux ans durant. Le CNE était « réservé » aux entreprises de moins de 20 salariés, jeunes inclus.

Aujourd'hui, avec le CPE – qui n'est qu'un élargissement du même type de contrat – ce dispositif serait appliqué à tous les jeunes jusqu'à 26 ans, dans les grandes comme dans les petites entreprises. Pour les jeunes : après l'extension de l'apprentissage, c'est la précarité généralisée.

Le patronat ne veut pas en rester là. En son nom, Laurence Parisot exige le 17 janvier « *l'extension du contrat nouvelle embauche à toutes les entreprises* » ! En clair : la destruction de tous les CDI, la destruction de ce qui est au cœur du code du travail. A cela elle rajoute l'exigence que soit mis fin à toute définition de « *durée légale du temps de travail* » La logique du patronat, la logique du capitalisme est impitoyable : plus ils en arrachent, plus ils en exigent, car la recherche du profit et la crise du système capitaliste les y contraignent. Face à cette politique, établir un rapport de force en faveur de la classe ouvrière implique la rupture avec le gouvernement et la formulation d'une issue politique nécessaire au combat.

VOILÀ À QUOI ONT CONDUIT LES « NÉGOCIATIONS » ET LA CONCERTATION AVEC LE GOUVERNEMENT

Le CNE n'est pas tombé du ciel. Le gouvernement en a proposé, durant l'été, la discussion aux dirigeants des organisations syndicales. Ceux-ci ont accepté de discuter ce projet tout en le critiquant mais en prétendant qu'avec la concertation le projet serait amélioré. On a vu le résultat ! Et le gouvernement avait « promis » que le CNE ne serait pas étendu... on a vu le résultat : quelques mois après, c'est le CPE. Le gouvernement procède toujours ainsi : négociation et concertation pour « désarmer » toute réaction, toute mobilisation. Il a fait de même avec les retraites ou la loi Fillon sur l'école. Et il fait pareil en proposant des discussions-concertations sur le CPE. La leçon doit être tirée : Aucune négociation ! Aucune discussion ! Retrait pur et simple du projet !

VOILÀ À QUOI CONDUISENT LE REFUS DE MENACER L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT ET LE REFUS DE LE CHASSER SANS ATTENDRE 2007.

Depuis 2002, les travailleurs ont subi de lourdes attaques. À plusieurs reprises, les travailleurs et la jeunesse se sont mobilisés : grèves et manifestations puissantes en mai-juin 2003 et en janvier-mars 2005 ; longues grèves de travailleurs de la SNCM et des tramots de Marseille en octobre 2005.

Mais en 2003 les dirigeants des organisations syndicales ont refusé – comme l'exigeaient les manifestants – d'appeler à la grève générale par soucis que ne soit pas menacée l'existence du gouvernement ; de même en janvier-mars 2005. Ainsi sauvé, à chaque fois Chirac a repris l'offensive.

Pourtant ce gouvernement n'a aucune légitimité. L'immense majorité des travailleurs aspire à s'en débarrasser au plus vite. C'est ce qu'ils ont clairement exprimé aux élections régionales et cantonales de mars 2004 puis européennes de juin 2005 en votant massivement – dans la mesure où cela apparaissait possible – pour les candidats du PS et du PCF. Les candidats de Chirac furent battus mais Hollande et MG Buffet ont expliqué que Chirac pouvait rester jusqu'en 2007, qu'il n'y avait pas « d'alternative »...

VOILÀ À QUOI CONDUIT LE MAINTIEN DE CHIRAC AU SOIR DU 29 MAI.

Le 29 mai 2005, la grande majorité des travailleurs a voté NON au référendum sur le traité constitutionnel, NON à Chirac. Ce que cela signifiait ? Dehors Chirac, immédiatement !

Mais Buffet et Hollande, Thibault, Mailly et Aschiéri ont demandé à Chirac ... de faire une autre politique, c'est-à-dire de rester ! Il est resté, il a changé le premier ministre pour poursuivre la même politique ! Il poursuivra la même politique tant qu'il pourra demeurer en place.

L'OBJECTIF IMMÉDIAT : INFLIGER UNE DÉFAITE À CHIRAC, IMPOSER LE RETRAIT DU CPE, AVEC LA CLAIRE VOLONTÉ D'EN FINIR AVEC CHIRAC SANS ATTENDRE 2007.

Ceci impose :

- mobilisation unie contre ce projet, par la **grève et la manifestation centrale à l'Assemblée** sans attendre les vacances scolaires de février
- aucune négociation. Une simple exigence : **RETRAIT DU CPE**
- **Front unique** de toutes les organisations ouvrières – partis et syndicats – pour imposer le retrait du CPE et infliger une défaite à Chirac. Imposer le retrait du CPE serait un point d'appui pour l'abrogation du CNE et de toutes les autres mesures réactionnaires du même type.

C'est l'orientation immédiate, claire, que proposent les militants qui combattent pour le socialisme.

A ceux qui diraient : « *on ne peut chasser Chirac car il n'y a pas d'alternative* », nous répondons : les travailleurs, par leur vote, ont défini une alternative : un gouvernement des seuls PS et PCF sans Chirac, sans ministre représentant des organisations bourgeoises.

A ceux qui diraient : « *mais ils nous ont déjà trahi dans le passé ; comment imposer qu'ils satisfassent nos revendications ?* » Nous répondons : construisons ensemble un parti révolutionnaire.

Mais la construction d'un tel parti passe par le combat pour la réalisation de l'unité de tous les travailleurs, de toutes les organisations ouvrières, contre le gouvernement, contre la bourgeoisie.